



**La place de l'économie et de l'entrepreneuriat dans le cadre du renouvellement du
Plan d'action pour les langues officielles du Canada (PALO)**

Une perspective du RDÉE Canada

Équipe de rédaction :

Jean-Guy Bigeau, Président-Directeur général

Jean-François Parent, Gestionnaire de la recherche et de l'analyse des politiques
gouvernementales

Roukya Abdi-Aden, Gestionnaire concertation nationale en développement économique et
employabilité

Paul Muamba, Gestionnaire en développement économique et des partenariats

Le 16 août 2022

Table des matières

Présentation du RDÉE Canada	P3
Sommaire exécutif	P3
Introduction	P4
Contexte économique et social entourant la question de la francophonie et de la relance économique	P5
Enjeux sectoriels	P6
Processus de consultation interne au réseau	P7
Priorités terrain et pistes de solutions	P8
Exemples de projets novateurs	P9
Recommandations	P12
Conclusion	P13
Liste de références	P15

Présentation du RDÉE Canada :

Reconnu pour son expertise dans les domaines de l'entrepreneuriat, le développement économique communautaire ainsi que l'employabilité, le Réseau de développement économique et d'employabilité du Canada (RDÉE Canada) est un organisme à but non lucratif qui œuvre depuis plus de 25 ans pour favoriser le développement économique des communautés francophones et acadiennes en situation minoritaire en appuyant les actions collectives de ses membres et en assurant un leadership national basé sur la collaboration et les partenariats.

Le RDÉE Canada œuvre à travers le pays grâce à son Réseau National, composé de douze membres répartis dans chaque province et territoire à l'exception du Québec. Ce Réseau veille notamment à créer les conditions propices à une économie nationale solide et durable.

Ultimement, le développement économique, l'entrepreneuriat et la vitalité du secteur touristique francophone sont des éléments clés et cruciaux pour une économie porteuse de projets, dans chaque province et territoire. C'est pourquoi nous souhaitons nous prononcer officiellement dans le cadre de ce mémoire sur l'importance que revêt le tourisme francophone en contexte minoritaire, et d'un investissement renforcé en la matière, pour assurer la survie, le développement, le renforcement et la prospérité de nos communautés. La composante francophone du tourisme doit ultimement faire partie intégrante de la relance économique.

Sommaire exécutif :

Le RDÉE Canada salue la volonté du gouvernement du Canada de favoriser un dialogue constructif et de réels échanges dans le cadre du processus de consultation sur le Plan d'action pour les langues officielles (PALO) au pays à l'heure actuelle. En tant qu'organisme assurant la promotion de la valeur ajoutée du fait français au niveau du développement économique, de l'entrepreneuriat et de l'employabilité, et tout particulièrement dans des secteurs clés liés à la vitalité économique des communautés tel que le tourisme, la jeunesse, le développement durable, l'immigration, la petite enfance ainsi que la création et la croissance d'entreprises, le RDÉE Canada se doit d'apporter sa vision de la situation et son expertise à la table.

Ce mémoire tente donc de démontrer concrètement que la francophonie en contexte minoritaire revêt d'une importance capitale pour la croissance ainsi que la relance économique, pour le développement et le renforcement de nos communautés. Les communautés de langue officielle en milieu minoritaire, particulièrement au niveau de la francophonie, rencontrent de sérieux défis quant au financement adéquat des nouvelles entreprises à fort potentiel, à divers programmes aidant un développement économique communautaire plus équitable, à la croissance du poids relatif des francophones en régions, à la création de programmes spécialisés répondant aux besoins spécifiques de nos communautés, et bien plus encore. Ces besoins émergent dans un contexte particulier, celui de la reprise économique suivant deux années et demi de stress sur les marchés et suite au contexte sanitaire sans précédent entourant la pandémie de la Covid-19.

Le document propose ainsi une évaluation des enjeux, défis et priorités terrain reliés à la question de la francophonie en contexte minoritaire, et débouche sur une série de recommandations fortes qui, nous l'espérons, pourront considérablement améliorer la situation actuelle. Nous l'espérons, ce mémoire aidera à forger des politiques publiques fortes qui aideront notamment à la relance économique, à diminuer les pressions en matière de pénurie d'emplois, et aideront à solidifier le Canada comme un acteur incontournable en matière de qualité de vie et de prospérité.

Introduction :

Le Canada est dans une position particulièrement privilégiée. Fort d'un des meilleurs niveaux de qualité de vie au niveau mondial, notre pays offre un environnement unique et privilégié pour s'y établir et entreprendre. La nation s'est bâtie sur l'audace et le travail acharné de plusieurs générations d'individus qui ont su construire sur des assises solides, encourager l'initiative individuelle et collective, en plus de miser sur le talent des uns et des autres.

Qu'il s'agisse de créer ou d'acheter une entreprise, de développer de nouveaux marchés ou d'investir dans la mise au point de nouveaux produits ou services, les communautés francophones et acadiennes du Canada offrent aux entrepreneurs et aux investisseurs un éventail de possibilités pour construire l'avenir.

La question de la langue et du monde des affaires est une interrelation particulièrement intéressante. Après tout, les deux langues officielles, le français et l'anglais, sont au cœur de qui nous sommes en tant que Canadiens. Elles sont au centre de notre histoire, de notre identité et de notre patrimoine partagé. Avec les langues autochtones, elles sont un puissant symbole de la diversité et de l'inclusion au sein de notre société, en plus de représenter un puissant moteur de développement économique. La capacité de naviguer deux langues ouvrent de nouveaux horizons, de nouvelles possibilités commerciales et permet de renforcer notre position sur l'échiquier mondial. Les communautés francophones et acadiennes en situation minoritaire ont donc la possibilité de jouer un rôle capital dans l'expansion de nos horizons économiques.

De l'Atlantique aux immenses territoires du Grand Nord du Canada, en passant par l'Ontario et les provinces de l'Ouest, les occasions d'affaires se révèlent prometteuses, et ce à l'heure où les efforts de relance économique tournent à plein régime. N'empêche, les difficultés rencontrées sur le terrain à l'heure actuelle sont nombreuses. Que ce soit les difficultés vécues par les entreprises au niveau des chaînes d'approvisionnement pour fournir en biens et services, que ce soit diverses industries en plein rebondissement suite à deux années d'écroulement des marchés, que ce soit au niveau des difficultés vécues par les commerçants ou encore les consommateurs en matière d'accessibilité à des services dans la langue de leurs choix, ou encore les manques cruciaux en matière d'investissements stratégiques dans des programmes qui ont un énorme potentiel, notre économie souffre beaucoup.

Avec plus de 430 000 entreprises francophones dans l'ensemble du pays, ce qui représente près de 19.5 % de notre PIB et génère plus de 130 milliards de dollars en retombées économiques à l'extérieur du Québec, la francophonie canadienne souhaite et doit faire

pleinement partie de la relance économique. Les attentes sont élevées chez les communautés francophones et acadiennes en situation minoritaire. Dans un sondage réalisé par TACT à l'aide du panel en ligne Léger Opinion, 77 % des répondants disent souhaiter que le gouvernement fédéral en fasse davantage pour le développement économique des communautés francophones en situation minoritaire et 83 % des Canadiens sondés désirent également que leur gouvernement provincial s'implique davantage dans ce domaine. Les attentes des francophones sont donc élevées à l'égard de nos différents gouvernements. La question du développement économique et de la reprise passe inexorablement par des secteurs d'activités niche chez les communautés francophones et acadiennes. Ces secteurs se conjuguent avec les enjeux prioritaires de notre réseau.

Nous proposons ainsi dans ce mémoire d'explorer plus en profondeur ces questions, et de démontrer sur papier quelle valeur ajoutée la francophonie revêt pour notre économie, et pourquoi le financement du PALO doit être augmenté. En particulier, nous nous concentrerons sur les besoins premiers de nos communautés, et sur les recommandations en matière de politiques publiques afin de stimuler de façon optimale les investissements du gouvernement pour la période 2023-2028.

Contexte économique et social entourant la question de la francophonie et de la relance économique :

Cette année, le RDÉE Canada célèbre ses 25 ans. Un quart de siècle au cœur du développement économique et de l'entrepreneuriat des communautés francophones et acadiennes. Cet anniversaire arrive à un moment charnière dans l'histoire du développement économique de nos communautés. Suite à des bouleversements considérables à l'échelle mondiale que personne il y a un peu plus de deux ans n'aurait pu prédire, il est important de relativiser l'évolution de l'économie francophone en contexte minoritaire au cours des années, et de se rappeler pourquoi les efforts de relance économique sont si importants pour la prospérité des Canadiennes et Canadiens.

En rétrospective, la pandémie a eu un énorme impact sur l'économie de façon générale. Les communautés francophones et acadiennes n'ont malheureusement pas échappé à cela. Conjugué à des événements forts tels que la montée généralisée de l'inflation, les bris dans les chaînes d'approvisionnements, la fermeture de plusieurs entreprises francophones à travers le pays et bien plus, nos entreprises et nos communautés ont passé de rudes années. Dès lors que nous vivons des défis importants, la francophonie représente un atout de taille pour la relance économique qui serait simplement incomplète sans son apport.

Différentes conditions sont ainsi essentielles pour une relance économique des communautés francophones acadienne en situation minoritaire de façon soutenable, durable, et qui met l'accent sur la dimension humaine au centre de l'équation, à savoir :

1. Un soutien financier accordé à une pluralité de secteurs d'activités économiques qui inclue des conditions pour une transition / une adaptabilité par rapport aux réalités changeantes sur le terrain
2. Des programmes, initiatives, activités et projets qui permettent une stabilité financière et une sécurité des emplois

3. Des programmes, initiatives, activités et projets qui mettent un accent en particulier sur la main d'oeuvre
4. L'accélération des investissements dans les secteurs d'activités innovants et sur les infrastructures de demain
5. Le développement et la mise en place de politiques inclusives favorisant une équité de représentation de toutes les facettes de la société
6. La responsabilisation des agents en charge de l'application des obligations légales envers les langues officielles
7. Un soutien direct aux questions d'équité et de bien-être sans laisser personne derrière.
8. Le développement d'une logique d'investissement à long terme dans la francophonie.
9. Une adoption d'un projet de loi C-13 modifié, contenant entre autres des clauses linguistiques pour les ententes fédérales-provinciales.

Le Canada a une occasion inédite de modifier sa trajectoire en matière de langues officielles et d'opérer un virage vers une société plus juste, et plus consciente du fait que la francophonie représente une valeur ajoutée. Nous ne sommes pas tout à fait rendus à cette étape, mais nous pouvons tranquillement y arriver.

Il faut dire que pour contexte, le dernier plan d'action avait en partie répondu aux besoins économiques et sociaux des communautés francophones en contexte minoritaire, mais de façon limitée. Le financement de base par exemple de tous les organismes à travers le pays totalisait 320 millions de dollars sur cinq ans, ce qui était et reste insuffisant et inadéquat. De plus, entre 2018 et 2023, l'enveloppe d'Emploi et développement social Canada (EDSC) soutenant directement le développement économique n'avait augmenté que de 4,5 millions de dollars sur cinq ans. À l'heure où l'on parle de relancer toute une économie nationale, une telle augmentation pour le PALO peinerait à répondre à la demande. Enfin, en 2018, 30,5 millions de dollars sur cinq ans avaient été investis à l'époque en appui au développement économique des communautés de langue officielle en situation minoritaire de partout au pays à travers les agences de développement économique régionales (une moyenne de 6.1 millions de dollars par année pour 9 provinces et trois territoires). Ces mesures ne sont pas suffisantes pour répondre aux pressions qui se sont installées sur nos marchés ces dernières années.

Enjeux sectoriels :

Les défis sont donc nombreux et inter-reliés. Un plan d'action pour la francophonie en contexte minoritaire conçu de façon optimale devra prendre en compte ainsi tous ces éléments, mais également les inter-relations entre ces derniers ainsi que plusieurs facteurs externes. Tout nouveau PALO devra ainsi se concentrer sur ces enjeux spécifiques :

- Le renforcement des capacités entrepreneuriales des communautés francophones et acadiennes,
- Le renforcement de secteurs spécialisés, tel que le tourisme francophone, les initiatives de développement durable auprès des CFMS, les initiatives jeunesse, la petite enfance et autres,

- Le renforcement des structures d'immigration francophones dans les communautés en situation minoritaire, avec un accent particulier mis sur une approche distincte,
- Le renforcement du développement économique communautaire comme une approche structurante misant sur les forces de tous les partis impliqués,
- Le renforcement de la main d'oeuvre auprès de nos entreprises dans une perspective de longue durée.

Processus de consultation interne au réseau :

Entre le 25 mai et le 9 juillet 2022, un processus de consultation interne aux membres du réseau national fut opéré afin de récolter diverses informations quant aux besoins rencontrés sur le terrain. Ce processus de consultation a permis notamment aux dirigeants et gestionnaires du réseau, lesquels cumulent des années d'expériences dans les domaines du développement économique, de l'employabilité et de l'entrepreneuriat, et capitalisant sur un nombre considérable de partenariats à travers le pays donnant un pouls des économies régionales, de s'exprimer sur les besoins et les aspirations de leurs provinces et territoires respectifs. Ce processus a permis entre autres d'accéder à un vaste bassin d'intelligence collective et a permis de mettre au premier plan différents intervenants ayant des expertises et sujets d'intérêts complémentaires les uns aux autres. Ces discussions s'appuient également sur un nombre d'études parues antérieurement, dont les études d'impact socio-économiques du réseau tenues pour les années 2018, 2019, 2020 et 2021.

Ce processus de consultation s'est déroulé en deux étapes : 1. Tout d'abord, deux séances de discussion furent organisées afin de collecter des témoignages sur l'efficacité du PALO ainsi que les projections sur les besoins futurs pour nos communautés. Ces séances de discussion se sont tenues le 25 mai 2022 en mode virtuel, ainsi que le 16 juin 2022 en personne lors de l'événement annuel du RDÉE Canada à Terre-Neuve. 2. Dans un deuxième temps, un questionnaire comprenant 16 questions fut distribué à l'ensemble du réseau. Les 12 organisations à travers le pays ont ainsi eu la chance de s'exprimer quant au degré d'appréciation du PALO 2018-2023, sur les besoins les plus cruciaux que nous devons adresser, ainsi que sur les possibilités d'investissements futurs au niveau de la francophonie économique. Les résultats ont été très intéressants. Voici un condensé des constats :

- Dans l'ensemble, les 12 organisations formant les membres du RDÉE sont d'avis que le Plan d'action pour les langues officielles est fortement apprécié au niveau des communautés. Or, à l'unanimité, les membres sont d'avis que des améliorations sont possibles quant à la distribution des fonds, à la répartition des enveloppes ainsi qu'aux sommes disponibles par dossiers.
- Le point de réussite du dernier plan d'action soulevé par la vaste majorité des membres consiste en les montants attribués en petite enfance.
- L'ensemble des membres du réseau souhaiteraient voir une augmentation significative des fonds alloués au développement économique, à l'entrepreneuriat ainsi qu'aux questions reliées à la main d'oeuvre et à l'employabilité. De prime abord, afin d'indexer l'échelle des enveloppes de financement disponibles par rapport à l'augmentation du coût de la vie au cours des dernières années. D'autre part, afin de faire face aux besoins grandissants suite à deux années et demi de difficultés

rencontrées sur le marché du travail. Le financement disponible doit être ainsi proportionnel à la taille réelle des problèmes rencontrés.

- Parmi les grandes faiblesses présentes dans la dernière itération du PALO et sur lesquelles les membres aimeraient avoir un plus grand impact, nous notons : a) une plus grande flexibilité sur le dossier de la petite enfance afin de permettre un plus grand rôle dans la construction de garderies en milieu minoritaire ; b) une plus grande marge de manoeuvre afin de s'attaquer aux questions de l'employabilité des francophones ; c) Une plus grande flexibilité au niveau de l'arrimage entre les critères des divers programmes et la réalité terrain que vivent les organisations financées par le PALO et D) Une plus grande emphase sur le développement et le renforcement des capacités entrepreneuriales des communautés francophones et acadiennes.

Priorités terrain et pistes de solutions :

Les besoins sont nombreux, mais fort heureusement les pistes de solutions abondent. Parmi les éléments à explorer, le RDÉE Canada ainsi que ses partenaires dans l'ensemble du pays avancent les propositions suivantes pour le nouveau PALO :

- La bonification complète du Fonds d'habilitation pour les communautés de langues officielles en situation minoritaire, afin de mieux pouvoir répondre aux besoins des entreprises à travers le pays.
- L'extension des initiatives liées à la petite enfance, avec la possibilité d'investissements supplémentaires afin de couvrir les dépenses liées à la construction d'infrastructures.
- La liaison entre le nouveau PALO ainsi que la stratégie fédérale en entrepreneuriat pour les CLOSM (en cours d'élaboration).
- L'expansion des volets Vie communautaire, Projets d'infrastructures, ainsi que Promotion de la dualité linguistique liées aux Programmes d'appui aux langues officielles de Patrimoine Canadien.
- L'expansion des enveloppes consacrées au développement économique des CLOSM à Innovation, Sciences et Développement Économique Canada en ce qui concerne spécifiquement les projets de recherche ainsi que les initiatives liées au capital de financement pour les projets structurants en entrepreneuriat.
- Le développement d'une enveloppe financière sur cinq ans spécifiquement liée au développement de projets en entrepreneuriat pour les ressortissants de l'immigration francophone en contexte minoritaire.
- La mise en chantier d'un fonds d'investissement et de développement spécifiquement adapté pour les entreprises issues des communautés de langues officielles en situation minoritaire (incluant les PME), avec une approche de gestion intermédiaire, permettant le soutien direct aux entreprises souhaitant développer de nouveaux marchés et adaptées leurs processus face aux nouvelles réalités de l'économie canadienne.
- La création d'un secteur touristique plus dynamique et inclusif, qui tient compte des besoins des visiteurs, des acteurs touristiques et des communautés en permettant une digitalisation plus vaste des infrastructures et entreprises touristiques en français.

- La mise en place d'un programme spécifique répondant aux besoins en matière de main d'œuvre, notamment par la mise en place de procédures afin de faciliter l'intégration de travailleurs issus de l'immigration francophone. RDÉE Canada travaille en collaboration avec RH Tourism Canada afin de miser sur le recrutement international de candidats issus de bassins d'immigration francophone. RDÉE Canada a aussi soumis des recommandations au ministère d'IRCC avec lequel il travaille en étroite collaboration dans l'organisation des Tournées de liaison des ambassades canadiennes. En effet, le recrutement de candidats francophones devrait inclure des travailleurs temporaires de différentes catégories (A, B, C, D) qui pourront ensuite devenir résidents permanents. L'extension à ces catégories serait une action positive et affirmative vers l'augmentation de la francophonie en milieu minoritaire, car souvent les emplois (catégories C et D) sont une porte d'entrée.
- Le développement ainsi que le renforcement de réseaux de commercialisation pour différents secteurs d'activités, favorisant l'équité et l'économie locale.

Exemples de projets novateurs :

Le RDÉE Canada et ses membres de son réseau national sont à la source de plusieurs initiatives terrains et plusieurs projets pilotes sur lesquels le nouveau PALO peut s'appuyer et s'inspirer. En voici quelques exemples :

DES PROJETS PORTEURS MENÉS PAR RDÉE CANADA DE 2012 À AUJOURD'HUI LA CRÉATION DE GROUPES DE TRAVAIL SUR LES ENJEUX ÉCONOMIQUES :

En 2012, un groupe de travail dédié a été mis sur pied avec pour objectif de favoriser la concertation et la coordination des activités entre les membres du Réseau. Les groupes de travail sur les enjeux économiques (GTEÉ) ont pour mission de favoriser la collaboration sur des initiatives communes, la création d'outils et le partage d'expertise et des bonnes pratiques. Ces derniers contribuent directement au développement des membres RDÉE provinciaux et territoriaux avec pour finalité des résultats concrets mesurables.

UNE CLASSIFICATION DES SERVICES EN FRANÇAIS

En 2016, le RDÉE Canada et son réseau ont mis en place une classification des services en français (CFS) dans le but de soutenir le développement du tourisme francophone. En effet, les tours opérateurs (voyagistes) ont demandé à RDÉE Canada de mettre en place une CSF afin de promouvoir et vendre les produits touristiques francophones/bilingues. La CFS comprend trois niveaux de services et constitue un fort label. Aujourd'hui, la CFS n'atteint pas son plein potentiel faute de ressources. En effet, une masse critique d'opérateurs ou de fournisseurs de services doivent être engagés dans la mise en œuvre de l'échelle afin d'attirer, dans une région quelconque, une plus grande proportion de touristes francophones. Pour cela, il est nécessaire de promouvoir la classification auprès des entreprises touristiques de la majorité, leur démontrer la valeur ajoutée de s'afficher comme une entreprise offrant un service en français et le potentiel d'affaires des marchés francophones à l'échelle nationale et internationale. Il est également nécessaire d'assurer un contrôle et un suivi auprès des entreprises adhérentes.

SALUT CANADA :

Salut Canada est un ensemble de plus de 400 éléments patrimoniaux, produits culturels et touristiques francophones au Canada, sélectionnés pour proposer aux visiteurs d'ici et d'ailleurs des services en français. L'initiative est gérée par RDÉE Canada et est reconnue par Destination Canada. L'atout de Salut Canada est de centraliser l'offre touristique francophone à une adresse unique pour faciliter l'organisation du séjour. Le visiteur peut construire son parcours sur base géographique, par province et territoire. Il peut aussi flâner selon ses envies de visites et se laisser guider en suivant un itinéraire de tourisme culinaire, d'exploration urbaine, au fil de l'eau ou de dates de festivals... Chaque entreprise participante est largement illustrée. Aisément identifiable sur une carte, le visiteur peut également l'ajouter à ses favoris pour se créer son parcours personnalisé.

CONNEXIONS EMPLOYEURS :

CVP-Connexions Employeurs est une communauté virtuelle de pratique initiée par le RDÉE Canada. Elle a pour mission principale d'offrir à ses membres, impliqués dans l'engagement et la mobilisation des employeurs canadiens, un espace national et exclusif pour apprendre, partager, collaborer et échanger. Ce projet permettra de faire le pont avec le Comité consultatif national en établissement francophone qui renforce les capacités des organismes fournisseurs de services. La CVP-Connexions Employeurs apportera donc une expertise axée sur le volet engagement et mobilisation des employeurs.

Ô CHALET :

Ô Chalet est un forum jeunesse visant une relance économique durable et sociale. Ce projet s'adresse aux jeunes canadiens francophones étudiants, avec ou sans emploi et entrepreneurs issus des communautés de langues officielles en situation minoritaire et du Québec.

Cet événement mobilisateur, lancé à l'initiative du Réseau de développement économique et d'employabilité (RDÉE Canada), a pris la forme d'ateliers virtuels qui a conduit à la rédaction d'un livre blanc. Ce dernier sera rendu public à l'automne 2022.

SOMMET NATIONAL SUR LA FRANCOPHONIE ÉCONOMIQUE EN SITUATION MINORITAIRE :

Le RDÉE Canada et ses membres organisent un important Sommet national sur la francophonie économique en situation minoritaire. L'événement prendra place les 28 et 29 septembre 2022 à l'hôtel Delta By Marriott Ottawa City Centre. Le réseau de développement économique souhaite réunir les partenaires clés du développement économique ainsi que toutes les personnes et organisations qui souhaitent faire une différence pour la croissance des communautés locales et, ce faisant, devenir des catalyseurs de changement et d'innovation.

Les intervenants qui ont à cœur le développement économique des communautés francophones et acadiennes de l'ensemble du pays sont invités à prendre part à ces deux

journées de rencontre pour partager leurs idées, publications et résultats de recherche afin de proposer des solutions pertinentes aux défis d'aujourd'hui et de demain.

UNE CRISE SANITAIRE QUI A TOUT BOULEVERSE :

Les deux dernières années ont été particulièrement difficiles pour les entreprises au Canada. Avec des périodes cumulatives en dent de scie parfois très restrictives au niveau des déplacements et de la consommation des produits et services de l'économie canadienne, plusieurs organisations ont dû revoir complètement leurs façons de faire, quand elles n'ont pas été contraintes de fermer. Synonyme pour beaucoup d'impacts négatifs, cette crise a été l'occasion pour d'autres de s'adapter et de saisir de nouvelles opportunités. Une crise de deux ans qui a profondément bouleversé notre société, nos produits, nos comportements, nos modèles d'affaires et notre vision, mais qui a été le moteur de multiples nouvelles réflexions, synergies et formes de collaboration plus que prometteuses pour l'avenir. Ce contexte particulier a notamment permis un éveil du Canada sur l'importance de certaines industries au niveau local, régional et interrégional. Des nouveaux enjeux et défis auxquels RDÉE Canada et ses membres ont voulu s'adapter, tout en profitant de la situation pour questionner leur potentiel à se renouveler autrement en contexte pandémique.

DE NOUVEAUX LEVIERS SONT NÉCESSAIRES :

Cependant, en cette année 2022, l'ensemble des membres de notre réseau (Provinces et territoires) souhaitent saisir de nouvelles opportunités s'appuyant sur des réalités et des données plus que prometteuses : croissance de la demande, nouvelles attentes des consommateurs envers des entreprises plus engagées dans la voie du développement durable, changements dans les habitudes de travail, etc. Aussi, RDÉE Canada et ses membres ont besoin de mettre en place de nouveaux leviers quant aux enjeux suivants :

- Cibler davantage les marchés francophones ;
- Mieux connaître les habitudes de consommation et les tendances des clientèles francophones ;
- Mieux accompagner les entreprises francophones et anglophones dans la voie du développement durable ;
- Développer de nouveaux produits francophones uniques et distinctifs en fonction des nouvelles attentes des visiteurs ;
- Soutenir les nouvelles entreprises dans leur développement et mise en marché non seulement au Canada mais également avec les pays de la francophonie ;
- Identifier les meilleures pratiques en marketing (notamment numérique) et en service à la clientèle en français/bilingue ;
- Repenser l'expérience client pour créer une expérience identitaire unique.

Pour atteindre ces objectifs, chaque province et territoire ont développé des projets spécifiques. Pour réaliser lesdits projets, des besoins techniques, humains et financiers sont plus que nécessaires. Ces derniers croissent avec le temps. Et les écarts sont à la hausse. **Pour pallier la situation, un investissement supplémentaire considérable dans le cadre du Fonds d'habilitation pour les 5 prochaines années sera nécessaire afin d'appuyer la relance économique au Canada.**

Recommandations officielles :

Le Plan d'action pour les langues officielles 2023-2028 a le potentiel d'être la fondation d'un changement de culture ainsi que de structures sur le bilinguisme au pays. Si nous voulons un réel bilinguisme à travers le Canada, et non un bilinguisme de principe, il faut que les francophones puissent avoir accès à des services autant privés que publics en français. Le Plan d'action devra être clair, net et précis sur la façon de s'y rendre. Nous proposons en ce sens les recommandations suivantes :

Recommandation 1 : Tout plan doit partir avec des bases solides. Sans quoi, aucun progrès réel ne peut être atteint. Nous proposons ainsi que le gouvernement du Canada présente une vision dotée d'objectifs ambitieux et des cibles précises, qui répondent directement aux besoins rencontrés sur le terrain par nos entrepreneurs, la population francophone et bilingue, ainsi que les organismes et entreprises, et mette notamment cette vision au centre de la stratégie proposée dans le prochain PALO. La vision du nouveau PALO devra également porter une attention particulière et bien définie à la question de la relance économique, qui devrait être au cœur des activités, projets et programmes pour les cinq prochaines années.

Recommandation 2 : À l'heure actuelle, le plus grand obstacle à l'épanouissement ainsi que la prospérité des communautés francophones et acadiennes est la pénurie de main-d'œuvre. Nous proposons ainsi un investissement significatif de 20 millions de dollars sur cinq ans afin de pallier aux difficultés rencontrées sur le marché. Cet investissement pourrait être inclus notamment dans le cadre de la nouvelle stratégie en entrepreneuriat pour les communautés de langues officielles en situation minoritaire, ou encore dans le cadre d'une initiative complémentaire.

Recommandation 3 : Le RDÉE Canada recommande fortement la bonification significative de l'enveloppe accordée au Fonds d'habilitation pour les communautés de langues officielles en situation minoritaire. Ce fonds revêt d'une importance capitale afin de maintenir un standard dans les approches en matière de développement économique auprès des communautés francophones et acadiennes, et permet aux organismes bénéficiaires d'utiliser l'argent à titre de levier. Le fonds, mis en place depuis plus de vingt ans, fournit des fonds à un réseau de 14 organismes à travers le Canada, incluant le RDÉE Canada ainsi que ses membres. Le Fonds d'habilitation pour les CLOSM est le programme principal d'Emploi et développement social Canada (EDSC) afin de s'acquitter de son obligation légale à l'égard de la Loi sur les langues officielles (LLO). Cette obligation est entre autres d'améliorer la vitalité des communautés francophones et acadiennes au Canada, et de soutenir et aider leur développement économique et entrepreneurial. Il s'agit également de la principale contribution d'EDSC au Plan d'action pour les langues officielles — 2018-2023 : investir dans notre avenir. Pour mieux faire son travail, ainsi que pour répondre à l'accroissement du coût de la vie ainsi que de l'inflation, les organismes bénéficiant du fonds devront pouvoir bénéficier d'une bonification d'au minimum 10% (représentant un investissement potentiel de 6 millions de dollars supplémentaires).

Recommandation 4 : Le RDÉE Canada recommande fortement la bonification de l'enveloppe accordée aux initiatives liées à la petite enfance auprès des CFMS, afin de

permettre l'inclusion de financements pour la construction d'infrastructures liées aux garderies en milieu minoritaire.

Recommandation 5 : Nous recommandons la création d'un fonds d'investissement afin d'encourager le démarrage et l'expansion des entreprises francophones en contexte minoritaire. Ce fond d'investissement devra s'arrimer avec la nouvelle stratégie pour soutenir les entrepreneurs des communautés de langue officielle en situation minoritaire par l'entremise des agences de développement régional, en travaillant avec la ministre des Langues officielles et les ministres responsables des agences de développement régional, telle qu'annoncée dans les lettres de mandats des ministres fédéraux.

Recommandation 6 : Le RDÉE Canada propose la création d'un parcours distinct d'immigration francophone en contexte minoritaire, financé à même le PALO et administré par IRCC en consultation avec les organismes prestataires de services aux immigrants ainsi que les organismes communautaires se concentrant sur les questions d'employabilité, et favorisant ainsi un rebalancement du pourcentage de la représentation des communautés francophones pour l'ensemble du pays.

Recommandation 7 : Le RDÉE Canada propose la création de programmes et/ou d'initiatives spécialisées visant à encourager d'avantages les entreprises privées ainsi que les organismes sans but lucratif à diversifier leurs offre active de services en français à travers le pays.

Recommandation 8 : Le RDÉE Canada recommande que Statistique Canada puisse opérer un meilleur maillage dans la collecte de données en ce qui concerne l'inter-relation entre les variables portant sur la langue, la propriété d'entreprise et sur l'emploi. Cette initiative fait suite à une recommandation tenue dans le cadre du rapport de recherche *Définitions des entreprises des minorités de langue officielle : potentiel et limites*, produit par Statistique Canada et commandé par Innovation, Sciences et Développement Économique Canada en janvier 2022.

Il va sans dire que les besoins sont nombreux, et que la valeur totale de l'investissement proposé semble assez conséquente. Toutefois, il faut se rappeler qu'il s'agit ici d'un investissement stratégique sur le long terme qui aura des retombées fortes pour notre économie nationale ainsi que pour le développement de l'ensemble de nos communautés au pays.

Conclusion :

Le présent mémoire du RDÉE Canada a été déposé dans le but de faire évoluer la situation présente et de pouvoir influencer de façon positive le devenir de nos communautés francophones et acadienne. Nous espérons que le processus de consultation actuellement mené pourra faire avancer l'état des choses, et pouvoir offrir un meilleur avenir aux 2.9 millions de francophones à travers le pays.

Les recommandations ainsi que les propositions formulées par le RDÉE Canada et ses membres visent à accroître l'efficacité, l'efficience et la cohérence des processus actuels. Ces recommandations ne sont pas le fruit du hasard ; elles sont nées d'observations sur le

terrain, partant des gens qui travaillent au quotidien avec la population concernée, et ont été enrichies par une riche analyse de la littérature scientifique. Les besoins sont nombreux, et la situation évolue très rapidement. Pour faire face aux défis d'aujourd'hui et de demain, il faudra renforcer les structures actuelles. D'abord, l'ajout de ressources additionnelles octroyées au réseau lui permettrait d'agir plus efficacement et systématiquement en tant qu'agent de sensibilisation, de mobilisation et de développement sur les questions du tourisme francophone en contexte minoritaire. Ensuite, il y a lieu de s'interroger sur les processus actuellement en cours au sein de différents ministères, dont IRCC, Statistique Canada, EDSC, Patrimoine Canadien et bien plus. La prise en compte des enjeux liés aux langues officielles devrait être un réflexe naturel de la fonction publique canadienne. Nous espérons que le renouvellement du PALO pour les années à venir puisse répondre aux enjeux soulevés dans notre mémoire ainsi que dans l'actualité au cours des derniers mois.

Le RDÉE Canada est à la disposition du comité encadreur de la consultation ainsi que du gouvernement dans son ensemble afin de clarifier certaines recommandations, incluant les modalités de mise en œuvre. Le RDÉE Canada réitère sa volonté de partager son expertise à travers le Canada et d'agir plus étroitement à titre de partenaire du gouvernement du Canada en ce qui touche aux enjeux liés à ce secteur si cher à notre économie. D'un océan à l'autre, nous pouvons transformer nos communautés afin d'offrir un avenir plus prospère à toutes et à tous.

Liste de références :

Commissariat aux langues officielles du Canada, Étude d'analyse statistique de la cible de 4,4 % d'immigration d'expression française au sein des communautés francophones en situation minoritaire : Près de 20 ans après son adoption, il est temps de faire mieux et d'en faire plus, 2021, document électronique : <https://www.clo-ocol.gc.ca/fr/publications/etudes/2021/etude-analyse-immigration-expression-francaise-communautés-francophones-minoritaire>.

Commissariat aux langues officielles du Canada, Sondage de suivi sur les langues officielles 2021 - Rapport final, 2022, document électronique : <https://www.clo-ocol.gc.ca/fr/publications/etudes/2022/sondage-suivi-langues-officielles-2021>.

Commissariat aux langues officielles du Canada, Infographie : Ce que les Canadiens pensent du bilinguisme et de la Loi sur les langues officielles (2021), 2021, document électronique : <https://www.clo-ocol.gc.ca/fr/statistiques/infographiques/canadiens-pensent-bilinguisme-et-loi-2021>

Destination Canada, Rapport : Le Grand virage du tourisme : principales tendances qui dessinent l'avenir de l'industrie touristique du Canada, Novembre 2021, document électronique, 25 pages : https://www.destinationcanada.com/sites/default/files/archive/1515-Le%20grand%20virage%20du%20tourisme%20-%203A%20principales%20tendances%20qui%20dessinent%20l%27avenir%20de%20l%27industrie%20touristique%20du%20Canada%20-%20novembre%202021/Destination%20Canada_Tourism%26%23039%3Bs%20Big%20Shift_Report_November%202021_FR.pdf

Léger Consulting, L'opinion des francophones hors Québec sur les entreprises et les services francophones, juin 2020, document électronique : https://rdee.ca/wp-content/uploads/RD%C3%89E-Canada_R%C3%A9sultats-sondage-francophones_juin-2020.pdf.

Nicolas Bastien, Éric Caron-Malenfant, Louis Cornelissen et Huju Liu, Définitions des entreprises des minorités de langue officielle : potentiel et limites, Statistique Canada et Innovation, Sciences et Développement économique Canada, janvier 2022, document numérique, 63 pages.

Patrimoine Canadien, Plan d'action pour les langues officielles – 2018-2023 : Investir dans notre avenir, 2018, Gouvernement du Canada, document électronique : <https://www.canada.ca/fr/patrimoine-canadien/services/langues-officielles-bilinguisme/plan-action-langues-officielles/2018-2023.html>

RDÉE Canada, Étude d'impact socio-économique 2018 du Réseau de développement économique et d'employabilité (RDÉE Canada), EEC Canada, document électronique, 104 pages : https://rdee.ca/wp-content/uploads/19-06-18_Etude-impact_rapport-final_allège%CC%81_VF.pdf

RDÉE Canada, Étude d'impact socio-économique 2019-2020 du Réseau de développement économique et d'employabilité (RDÉE Canada), EEC Canada, document électronique, 151 pages : <https://rdee.ca/wp-content/uploads/Etude-dimpact-socioeconomique-2019-2020.pdf>

RDÉE Canada, Fiche infographique : Retombées économiques du tourisme francophone canadien Hors Québec, 2019, document électronique, <https://rdee.ca/enjeux/tourisme/>.

RDÉE Canada, Investir, entreprendre, réussir : Survol des avantages économiques des communautés francophones et acadiennes, janvier 2020, 20 pages : https://rdee.ca/wp-content/uploads/1578_RDÉE_RapportEcono.pdf

RDÉE Canada, Salut Canada, site web consulté le 04 juillet 2022, <https://corridorcanada.ca/>.

RDÉE Canada en partenariat avec Le Conference Board du Canada, Le Canada, le bilinguisme et le commerce, juin 2021, document électronique : <https://cedec.ca/wp-content/uploads/2021/05/Le-Canada-le-bilinguisme-et-le-commerce.pdf>.

Statistique Canada. (2014a). Projections démographiques pour le Canada (2013 à 2063), les provinces et les territoires (2013 à 2038), no 91-520 au catalogue de Statistique Canada. STATISTIQUE CANADA, Corbeil, J.-P. et Houle, R. (janvier 2017). Projections linguistiques pour le Canada 2011-2036. Série thématique sur l'ethnicité, la langue et l'immigration. Ottawa, Ontario.

Statistique Canada, Infographie : Définir les entreprises des minorités de langue officielle, 21 juillet 2022, document électronique : <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/11-627-m/11-627-m2022037-fra.htm>.

Statistique Canada, Infographie : Les caractéristiques des propriétaires et des entreprises des minorités de langue officielle, 21 juillet 2022, document électronique : <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/11-627-m/11-627-m2022038-fra.htm>.